

# Les Tchams albanais de la Grèce

Robert Elsie

Les Tchams, connus en grec comme Tsamides, sont des albanais qui habitent la zone la plus méridionale du territoire albanophone. Leur pays, la Tchamerie, est une région montagneuse qui se trouve sur la présente frontière greco-albanaise. La plupart de la Tchamerie se situe maintenant dans la province grecque d'Épire et correspond plus ou moins aux préfectures de Thesprotie et de Preveza, mais elle comprend aussi la pièce la plus méridionale de l'Albanie, la région de Konispol.

Lorsque les forces grecques ont pris possession de la Tchamerie et de l'Épire du Sud pendant la Guerre balkanique de 1912, les Tchams se sont retrouvés tout à coup en Grèce, coupés, si vous voulez, du reste de l'Albanie. La nouvelle frontière entre une Grèce en pleine expansion et une Albanie naissante est restée floue pour un certain temps et ceci a abouti à une instabilité politique à long terme dans la région. Les hostilités qui dormaient paisiblement entre chrétiens et musulmans, entre grecs et albanais, dans le sud des Balkans, ont explosé dans une orgie de violence et de tueries. Le chaos régnait dans le sud de l'Albanie et de l'Épire, et beaucoup de sang a été versé. Mid'hat bey Frashëri (1880-1949) a dénoncé la sauvagerie de l'attaque grecque dans le sud de l'Albanie, dans son mémorandum « L'Affaire de l'Épire : le Martyre d'un Peuple » publié à Sofia en français in 1915, mais de graves crimes de guerre ont certainement été commises des deux cotés. Des milliers de réfugiés albanais ont fui vers Vlora, où ils ont campé dans des conditions épouvantables. Beaucoup sont morts de typhus et de la famine.

Lors de la Conférence des Ambassadeurs à Londres au printemps de l'année 1913, les représentants des six grandes puissances (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie) n'ont pas pu décider si l'Épire devait appartenir à l'Albanie ou à la Grèce, ou, en cas de division, où serait fixée la frontière. En août 1913, ils ont ainsi mis en place une Commission Internationale de Frontière (*International Boundary Commission*) et l'ont envoyée dans la région en automne de cette année pour essayer de diviser l'indivisible. Le rôle déterminant dans la fixation de la frontière devait être l'identité ethnique des habitants, mais d'autres facteurs ont été pris en considération aussi. Les résultats des travaux de cette commission ont été mis sur papier dans le Protocole de Florence, signé en décembre 1913, qui a laissé la Tchamerie avec sa population majoritaire albanaise en Grèce, mais a laissé aussi de grandes populations grecques sur la coté albanaise.

Le nouveau gouvernement albanais n'a pas pu exercer son influence dans le sud du pays et, malgré le Protocole de Corfou de mai 1914, qui a confirmé le *status quo*, la Grèce a conservé pour un temps une grande partie de l'Albanie du Sud, qu'elle a nommée l'Épire du Nord.

La Tchamerie, au coté sud de la frontière a été incorporée si partie de l'État grec après la conquête en 1913. Au début de la Première Guerre mondiale, en été 1914, le jeune état albanais avait pratiquement cessé d'exister et il ne pouvait y avoir aucune pensée du retour de la Tchamerie si partie de l'Albanie. Une nouvelle administration grecque a été mis en place à la joie et l'enthousiasme de la population grecque orthodoxe, mais dès le début, ses actions et ses activités ont montré aux Albanais musulmans qu'ils étaient

citoyens de deuxième ordre. Peu à peu il est devenu évident que les Albanais orthodoxes devaient être assimilés et les Albanais musulmans devaient être chassés du pays.

Au cours des années à venir, y compris ceux de la Première Guerre mondiale et immédiatement après, la pression exercée de diverses manières, allant de subtils jusqu'à la violence, a encouragé et même forcé les Albanais musulmans à quitter la Tchamérie. Des groupes paramilitaires, comme celle de Deli Janakis, ont attaqué des villages albanais, terrorisant la population, et des centaines de jeunes hommes ont été déportés dans des camps sur les îles de la mer Egée. De vastes étendues de terres ont été expropriées sous le prétexte d'une réforme agraire et une maigre compensation, le cas échéant, a été versé aux anciens propriétaires, de riches familles musulmanes albanaises, qui n'avaient maintenant d'autre choix que de quitter le pays.

En janvier 1917, les troupes italiennes occupaient Konitza, Delvinaki et Sajada pendant un certain temps et ont remplacé l'administration grecque avec une administration albanaise. Après des années d'oppression, le vent a tourné et les Albanais ont pris leur revanche sur les villages grecs qui ont été pillés.

La Première Guerre mondiale a été suivie par la guerre greco-turque de 1919-1922. Une des conséquences de ce conflit aussi sanglant que la Grande Guerre était le fameux échange de population. Selon la Convention sur l'Échange de la Population Grecque et Turque, signé à Lausanne le 30 janvier 1923, les chrétiens orthodoxes de la Turquie, plus d'un million d'entre eux, devaient être réinstallés / expulsés vers la Grèce, et les musulmans vivant en Grèce devaient être réinstallés / expulsés en masse vers la Turquie. Des exceptions ont été faites seulement pour les habitants grecs de Constantinople et les Turcs vivant en Thrace occidentale. La population musulmane albanaise de la Tchamérie et de l'Épire n'était pas mentionnée dans la Convention du tout. Les Tchams ont connu beaucoup d'inquiétude et d'angoisse jusqu'à ce que le gouvernement grec ait déclaré le 19 janvier 1923 que les musulmans albanais seraient exemptés de l'échange proposé. Une commission mixte de la Société des Nations, dépourvue de représentant albanais, a été envoyée dans la région pour déterminer l'origine de la population musulmane. Sa tâche n'était pas aussi facile comme on aurait pu s'y attendre, car de nombreux Tchams, vu la persécution officielle et non officielle et la discrimination qu'ils ont subies sous les autorités grecques, ont souhaité être inclus dans l'échange et de s'éloigner. D'autres, malgré les promesses du gouvernement grec, ont simplement reçu l'ordre des autorités locales de plier leur bagage et partir pour la Turquie, et les réfugiés grecs d'Anatolie ont été installés sur leurs terres et dans leurs maisons.

Le début des années 1930 a vu une amélioration des relations entre les Tchams albanais et l'État grec, en particulier pendant les dernières années de l'administration du premier ministre Eleftherios Venizelos (1864-1936), mais les choses ont détériorée à partir de 1936 de façon dramatique avec la montée de la dictature de Ioánnis Metaxás (1871-1941), qui a préféré une fois de plus une politique de répression ouverte. L'utilisation de la langue albanaise a été interdite en public et en privé, et les livres et les périodiques albanais n'étaient guère tolérés. L'albanais en tant que langue d'instruction avait été rigoureusement proscrit en Tchamérie depuis 1913. Sous un prétexte de chercher des armes, la police a régulièrement fait irruption dans les foyers tchams et a tabassé les habitants, procédant souvent aux arrestations arbitraires. Même dans les périodes plus calmes, on a toujours fait comprendre aux Albanais de Tchamérie qu'ils n'étaient pas les bienvenus en Grèce.

Au mois d'avril 1939, les forces italiennes sous le dictateur fasciste Benito Mussolini (1883-1945) ont envahi l'Albanie et, en pas plus de cinq jours, ils ont contraint le roi Zog à fuir et ont occupé tout le pays. Avec cette invasion soudaine, l'Albanie a perdu son indépendance et a été constituée comme partie du nouvel empire romain de Mussolini. Peu après, les Italiens ont jeté leur dévolu sur la Grèce. Lors de la préparation de la campagne pour l'invasion de la Grèce, le représentant italien en Albanie, Francesco di San Savino Jacomoni (1893-1973), a mené une campagne sur le mauvais traitement de la minorité tchame et a laissé entendre que, sous domination italienne, la situation serait différente, et même que la Tchamerie pourrait être réunie avec l'Albanie.

La découverte du corps du chef rebelle tcham, Daut Hoxha (1895-1940), qui aurait été décapités par des agents grecs, a servi de point tournant. La tête de Hoxha a été montrée dans les villages de la région pour intimider les habitants et les forcer à fuir. Le ministre italien des affaires étrangères, le comte Galeazzo Ciano (1903-1944), a fait grand cas de l'incident en août 1940 pour créer un incident diplomatique entre les deux pays et pour convaincre Mussolini de la nécessité d'envahir la Grèce.

Après un quart de siècle de traitement ignoble et de domination grecque, il est évident que les Tchams sous la domination grecque n'étaient pas particulièrement opposés à un changement de régime. Beaucoup d'entre eux étaient convaincus que l'invasion italienne de la Grèce entraînerait une amélioration de leur sort, ce qu'elle a effectivement fait dans une certaine mesure. Avec l'occupation italienne de la Tchamerie et de l'Épire à la fin d'octobre 1940, le vent a tourné une fois de plus, cette fois pour les Grecs orthodoxes de la région, qui se sont retrouvés soumis à l'autorité, le contrôle et la persécution tchame. En été 1942, une administration civile tchame avec les conseils locaux (*këshilla*) a presque entièrement remplacé les anciennes structures grecques. Pour maintenir le pouvoir, les autorités italiennes et les Allemands qui leur ont succédé en septembre 1943, ont tous les deux accentué les rivalités ethniques traditionnelles entre les Albanais, les Grecs et les Valaques. Albanais et Valaques, autrefois soumis, étaient maintenant favorisés, et des milices composées entièrement de Tchams ont été créés afin de garder la population grecque sous contrôle.

Une mission militaire britannique qui avait pris contacte avec les dirigeants tchams sous l'occupation allemande a tenté de les convaincre de se retourner contre l'Allemagne, mais les Tchams ont refusé, non pas par amour de l'Allemagne nazie, mais tout simplement parce que la seule perspective que les Britanniques pouvaient leur offrir était le retour à la domination grecque.

Avec le retrait allemand en été et en automne 1944, la Grèce était déjà empêtrée dans une guerre civile sanglante. Les forces britanniques, soucieuses de sécuriser la côte ionienne, afin d'assurer les voies d'approvisionnement maritimes, ont encouragé les forces d'un commandant militaire local, le général Napoléon Zervas (1891-1957), de prendre la région en charge. Zervas, fondateur et commandant d'un mouvement de résistance grecque qui s'appelait la Ligue Nationale Républicaine Grecque (*Ethnikos Demokratikós Syndesmos Ellenikós* - EDES), était responsable pour un nettoyage brutal ethnique des Albanais de la Tchamerie de juin 1944 jusqu'au mois de mars 1945. Lui et plusieurs de ses hommes considéraient tous les Tchams comme collaborateurs avec les Italiens et les Allemands, et ont cherché à se venger. Plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de Tchamerie ont trouvé la mort lors de ses incursions. Le 27 juin 1944, par

exemple, ses forces sont entrées de la ville de Paramithia et ont tué environ 600 Tchams musulmans - hommes, femmes et enfants - dans une orgie de destruction. La plupart des victimes ont été violées et torturées avant d'être abattus. Un autre bataillon EDES a avancé sur Parga le lendemain quand 52 Albanais ont été tués. Le 23 septembre 1944, le village de Spatar près de Filat a été pillé et 157 personnes ont été assassinées. De nombreuses jeunes femmes et filles ont été violées, et nombreux d'autres crimes abominables ont été commis.

L'Association Tchamerie à Tirana estime qu'en total, 2.771 civilistes albanais ont été tués pendant les attaques contre les villages tchams en 1944-1945. Dans la foulée, la quasi-totalité de la population tchame, sans défense et pétrifiée, s'est enfuie pour Albanie.

Il faut remarquer, au passage que, en 1947, après la Seconde Guerre mondiale, en dépit de ses crimes de guerre évidents et le fait qu'il était lui-même soupçonné de collaboration avec les nazis, Napoléon Zervas a été nommé ministre grec de l'ordre public.

Le nettoyage des Tchams musulmans de la Grèce à la fin de la Seconde Guerre mondiale a marqué la fin d'un chapitre douloureux dans l'histoire des Tchams et le début d'un autre. L'Albanie, vers laquelle les Tchams épuisés et affamés ont fui, a été vaincue, peu de temps avant leur arrivée, par Enver Hoxha (1908-1985) et ses forces communistes. Les nouveaux dirigeants marxistes n'ont pas été entièrement disposés à aider leurs compatriotes tchams puisque eux aussi, les soupçonnaient d'avoir collaboré avec les fascistes. Les Tchams ont néanmoins obtenu le statut de réfugié et le droit de rester en Albanie. C'était l'Administration des Nations Unies pour le Secours et la Reconstruction (UNRRA), organisme chargé d'apporter d'aide humanitaire à l'Albanie du septembre 1945 jusqu'au printemps 1947, qui a fourni une aide d'urgence aux Tchams en distribuant des tentes, de la nourriture et des médicaments à leurs camps sordides à Vlora, Fier, Durrës, Kavaja, Delvina et Tirana. Les réfugiés tchams se trouvaient d'abord sous la supervision du soi-disant Comité antifasciste des immigrants tchams qui avait été créé en 1944 dans le cadre du Front de Libération Nationale Anti-fasciste dominé par les communistes.

Dans les années après la Seconde Guerre mondiale, le Comité antifasciste des immigrants tchams menait une campagne pour le retour des Tchams dans leur patrie. De toute façon, la plupart d'entre eux ne voulaient pas rester en Albanie, tenu compte de la peur et des épurations staliniennes qui s'y déroulaient. Le Comité a tenu deux congrès en 1945, l'un à Konispol et l'autre à Vlora, et a préparé des circulaires et a envoyé des télégrammes à l'appui de ses objectifs. La question tchame a été soulevée par l'Albanie aussi lors de la Conférence de Paix de Paris en 1946, mais l'ensemble de ces activités était devenu futile. Les efforts visant à internationaliser la question tchame, pour la plupart, n'ont pas été entendus. Pendant plusieurs années, les Tchams ont continué à espérer que, lorsque la situation politique se calmerait, ils pourraient retourner en Grèce, mais leur espoir était vain. Même aujourd'hui, dans le vingt et unième siècle, les Tchams nés en Grèce qui veulent visiter leur patrie, même pour une courte visite, se font refouler à la frontière par les agents d'immigration grecque. Leur passeports sont marqués *persona non grata* ou sont même déchirés devant leurs yeux.

Au début des années 1950, la question tchame a été considérée close. Les autorités communistes ont donné aux Tchams la nationalité albanaise, et ont dissous le Comité. En

1953 et 1954, les autorités grecques, quant à eux, ont adopté des lois déclarant tous les biens tchams abandonnés et donc dûment confisqués. Il ne devait y avoir aucun retour.

Les Tchams en Albanie forment actuellement une communauté d'au moins 250.000 personnes. Ils sont représentés par une Association Politique Nationale Tchamerie (*Shoqëria politike Atdhetare Çamëria*), qui a été créée le 10 janvier 1991, après la chute de la dictature communiste. Cette association continue à demander le retour des Tchams dans leur patrie et a lancé un appel pour une plus grande liberté culturelle pour les Tchams orthodoxes restés en Grèce. Il organise une marche de Konispol à la frontière grecque le 27 juin de chaque année, signe de commémoration de l'expulsion. Associés aussi avec la communauté tchame en Albanie sont le Parti pour la Justice, l'Intégration et l'Unité (*Parti për Drejtësi, Integrim dhe Unitet*), qui dispose actuellement de deux sièges au parlement, et l'Institut d'Etudes Tchames (*Instituti Studimeve për Çamerinë*), qui vise à promouvoir la recherche sur l'histoire et la culture des Tchams.

Plusieurs décennies se sont écoulées depuis les événements tragiques de la Seconde Guerre mondiale, mais il y a encore un sentiment d'injustice et de victimisation qui reste chez les Tchams. Malgré les rapports excellents entre la Grèce et l'Albanie et les relations généralement amicales entre les Grecs et les Albanais en tant que peuples, ceci est la raison pour laquelle la question tchame ne disparaît pas.

Il n'y a personne aujourd'hui qui préconise sérieusement un changement de frontières ou un retour de la région de Tchamerie à l'Albanie. Après un siècle d'existence, la frontière actuelle est quasi universellement acceptée comme une réalité. Mais les Tchams que veulent-ils alors?

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Tchams ont été collectivement déchus de leur nationalité grecque et de leurs biens, et ont été chassés de leurs terres. Ce qu'ils recherchent, c'est une reconnaissance de l'injustice commise. Ils veulent aussi une restitution de leurs biens ou une indemnisation pour les pertes, et beaucoup d'entre eux cherchent aussi le droit de retourner vivre dans leur pays natale, ce qui veut dire une restauration de leur nationalité grecque. Un obstacle essentiel à la réalisation de ces objectifs modestes est toujours la loi martiale grecque de 1940, qui *de jure* est toujours en vigueur. Pendant des décennies, les autorités grecques ont mis leurs têtes dans le sable et ont refusé de discuter de ces problèmes. Ils continuent tout simplement à nier l'existence d'un problème tcham, voire l'existence même d'une minorité albanaise en Grèce.

Bien que les questions de terrains et de propriétés sont certes délicates et compliquées à résoudre, on peut noter que la Tchamerie est une région peu peuplée. Si on laissait les Tchams retourner dans leurs foyers, il n'y a pas de doute qu'ils contribueraient à un renforcement de l'économie de l'Epire. Le retour mettrait également à terme les ressentiments d'injustice dans la population tchame. Quant aux problèmes linguistiques, l'utilisation de la langue albanaise par cette minorité ne représente aucune menace pour l'intégrité de l'État grec, tout comme les Grecs qui vivent dans le sud de l'Albanie et qui profitent d'une protection linguistique en tant que minorité, ne représentent aucune menace pour l'intégrité de l'État albanaise.

À long terme, c'est la dimension européenne qui doit intervenir sur la question tchame et doit aider à trouver une solution. Il reste à espérer que prochainement, à l'instar de l'Europe occidentale, la frontière entre la Grèce et l'Albanie sera enfoncée dans le sol et

rendue invisible, et que les peuples des deux pays seront tous en mesure d'aller et venir comme ils le souhaitent, en laissant le passé sombre derrière eux.

[Présentation donnée au Colloque international « *La Création de l'état albanais (1912) : contextes et réceptions de l'événement* », Paris, INALCO, le 16 novembre 2012.]